



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Trente-troisième session

Lodz (Pologne), 10-13 mai 2022

Déclaration de la Fédération de Russie sur le point 9 de l'ordre du jour provisoire – «Vers des systèmes agroalimentaires porteurs de transformation en Europe et en Asie centrale – Mesures régionales à l'appui de la mise en œuvre du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO»

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

Fédération de Russie

Note d'information

Point 9 de l'ordre du jour provisoire de la trente-troisième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, intitulé «Vers des systèmes agroalimentaires porteurs de transformation en Europe et en Asie centrale – Mesures régionales à l'appui de la mise en œuvre du Cadre stratégique 2022-2031 de la FAO».

Notre région, celle de l'Europe et de l'Asie centrale, regroupe 54 pays. À l'heure actuelle, 10 pays de la région, dont la population cumulée dépasse 250 millions d'habitants (21 000 000 km²), n'ont pas soutenu les sanctions unilatérales imposées par les pays occidentaux à la Russie et à d'autres États. Certains de ces pays sont membres de l'Union économique eurasiennne (UEE) et entretiennent d'étroits liens commerciaux et économiques avec la Russie. L'imposition, à l'encontre de la Russie, de sanctions illégales et d'autres mesures restrictives dont il est déjà admis qu'elles ont toutes les caractéristiques d'une guerre économique affecte ces États. Un certain nombre de pays enclavés utilisent, pour leurs exportations, l'infrastructure de transport et de logistique russe. Ils rencontrent désormais des difficultés pour livrer leurs produits et recevoir leurs exportations en raison du blocage de ces voies de transport. Ainsi, les sanctions imposées à la Fédération de Russie vont bien «au-delà» du pays, frappant le bien-être et le développement durable de nos États voisins. Les mécanismes de l'UEE, notamment les principes de libre circulation des capitaux, de la main-d'œuvre, des biens et des services, ainsi que la somme des économies, des ressources naturelles et humaines des États membres de l'Union permettent de compenser cette influence néfaste, qui pénalise de manière clairement discriminatoire ces États.

La Fédération de Russie a participé activement à l'élaboration du Cadre stratégique 2022-2031, qui vise *quatre améliorations*, et entend continuer à contribuer à sa mise en œuvre.

Amélioration de la production. La Fédération de Russie, conformément à sa stratégie de développement du complexe agro-industriel et halieutique jusqu'en 2030 et à sa doctrine de sécurité alimentaire approuvée par le Président en 2020, poursuivra le développement cohérent de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. L'approvisionnement de l'industrie en carburants et lubrifiants, en nouvelles machines agricoles et en pièces détachées, en semences et en produits de qualité restera une priorité. Dans un avenir proche, nous allons intensifier la mise en valeur des terres et en exploiter de nouvelles, développer la mécanisation et l'utilisation des technologies de l'information dans l'agriculture, accroître l'offre de crédits pour moderniser la production et la flotte de pêche, et développer les infrastructures rurales. En d'autres termes, nous utiliserons tout l'arsenal du soutien de l'État au complexe agro-industriel en utilisant des fonds supplémentaires du budget fédéral pour accroître la production agricole afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays, ainsi que pour maintenir la stabilité du marché alimentaire mondial.

Dans ce contexte, la remise en service du canal de Crimée du Nord, par lequel l'approvisionnement en eau de la Crimée avait été complètement bloqué par les dirigeants ukrainiens le 30 avril 2017, revêt une importance particulière. En raison de ce blocus, que la communauté internationale a ignoré au moins cinq ans, la Crimée a perdu plus de 1,1 milliard de mètres cubes d'eau douce par an. Or, l'agriculture utilisait auparavant 500 millions de mètres cubes par an (environ 50 pour cent).

La Crimée étant située dans une zone d'agriculture à risque, l'interruption de l'approvisionnement en eau a affecté jusqu'à 50 pour cent des vignobles, et environ 30 000 ha de cultures de riz et de vergers; des cultures dépendant de l'humidité telles que le maïs, le riz, le soja et les légumes ont été presque totalement inexploitées; les volumes d'aliments pour animaux ont diminué, de même que le volume des légumes de plein champ. Le blocus hydrique a eu de graves répercussions sur l'écologie de la Crimée en ce qui concerne la salinisation des terres. Plus de 263 millions de roubles (environ 4 millions de dollars) ont été nécessaires pour remettre en état les 35 000 ha touchés, rien qu'en 2020.

Les systèmes naturels ont été gravement touchés, les nappes phréatiques ont baissé et les zones humides se sont réduites. L'imposition d'un blocus hydrique en Crimée a violé un certain nombre de conventions internationales, y compris le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (article 11, droit à une alimentation suffisante, droit d'être à l'abri de la faim, répartition équitable des ressources alimentaires mondiales).

Une interdiction des transports aériens, ferroviaires, routiers et maritimes perturberait gravement, en dehors de l'Europe, les chaînes d'approvisionnement transfrontières en denrées alimentaires et en matières premières agricoles, y compris vers les pays en développement.

Amélioration de la nutrition. Les sanctions imposées entravent l'accès de la population russe, ainsi que des habitants de pays qui n'ont pas soutenu les sanctions, à une alimentation saine. Les trains de sanctions de l'Union européenne restreignent la fourniture de semences et de matériel végétal, de pièces détachées pour les machines agricoles, d'installations de transformation des produits agricoles, etc.

Il convient également de mentionner le retrait du marché russe, en raison de pressions politiques, d'un certain nombre de grands producteurs d'aliments médicaux spécialisés, notamment d'aliments pour enfants. De cette façon, les segments les plus vulnérables de la population que sont les enfants, les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques qui ont besoin d'une alimentation spéciale sont ciblés par les sanctions. Cela viole leur droit à une bonne nutrition, à la santé et à la vie.

Amélioration de l'environnement. Les sanctions affectent également la production de haute technologie, notamment la fourniture d'équipements de purification aux entreprises agroalimentaires.

Selon l'AIE, l'OCDE, l'Agence d'information sur l'énergie des États-Unis, la Deutsche Bank et SENEK, l'Europe est quatre fois plus dépendante du pétrole russe que les États-Unis. Pour les importations de pétrole, les sources alternatives (Venezuela, Iran, Arabie saoudite) ne seraient pas en mesure de remplacer les approvisionnements russes dans la même mesure.

Une réduction des importations, qui pourrait faire chuter l'économie de l'Europe occidentale, est un scénario peu probable.

Dans un scénario possible, si les sanctions sur le pétrole et le gaz en provenance de Russie se poursuivent, une augmentation de la production de charbon est possible, avec un impact invariablement négatif sur le changement climatique.

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qualifié d'«atlas de la souffrance humaine» par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a présenté une sombre évaluation des énormes coûts économiques et humains des premiers effets du changement climatique que le monde connaît déjà.

À cet égard, refuser d'importer du carburant de Russie, qui a toujours été un fournisseur fiable, réduirait à néant tous les efforts déployés par la communauté mondiale ces dernières décennies pour lutter contre le changement climatique.

Amélioration des conditions de vie. La Fédération de Russie est, en dehors de l'Europe occidentale, un État clé qui accueille des travailleurs migrants d'un certain nombre de pays d'Europe orientale et d'Asie centrale. À titre de référence, rien que de juillet à septembre 2021, les envois de fonds de travailleurs migrants vers les pays de la CEI depuis la Russie ont atteint le chiffre record de 3 milliards de dollars. Pour des pays comme l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan, ces envois de fonds constituent la plus importante source de financement extérieur. La guerre des sanctions et la saisie illégale – en fait, le pillage – des actifs de la Banque centrale russe ainsi que des comptes et des biens d'entreprises russes à l'étranger visent à provoquer un défaut de paiement et une dévaluation du rouble. Dans le même temps, ce scénario ricoche sur les pays où parviennent les fonds des migrants. Cela non seulement nuit à une alimentation saine, mais aussi remet fondamentalement en question le bien-être de nombreuses familles, obligeant l'État, dans ces pays, à accroître la protection sociale, ce qui fera peser sur eux une charge exorbitante.

Bien que la Russie connaisse de graves problèmes qui vont s'inscrire dans la durée, notre pays entend poursuivre la transformation de son système alimentaire en

appliquant les recommandations du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (New York, septembre 2021), conformément aux priorités nationales. Notre pays maintient, sur ce sujet, un dialogue national auquel participent toutes les parties prenantes. Il est en outre activement débattu, dans le cadre de ce mécanisme, d'un développement agricole durable.

En dépit de la pression exercée par les sanctions, la Russie entend continuer à fournir une assistance financière et technique aux pays qui en ont besoin par l'intermédiaire de la FAO. En particulier, il a été achevé, à la fin de 2021, les premières phases de projets visant à rétablir la production agricole en Syrie (2 millions d'USD) et un projet visant à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition dans un certain nombre de pays d'Asie centrale et de Transcaucasie (6 millions d'USD).

Comme le reconnaît David Malpass, Président du Groupe de la Banque mondiale, l'économie russe, que les pays occidentaux le veuillent ou non, fait partie intégrante de l'économie mondiale. Il estime notre part de l'économie mondiale à au moins 1 500 milliards de dollars. Selon lui, la politique de sanctions occidentale et les tentatives d'exclure la Russie de l'économie mondiale, notamment de ses segments alimentaire et énergétique, auront de graves conséquences non seulement pour la Russie et l'Ukraine, mais aussi pour l'ensemble de l'économie mondiale. Les sanctions collectives introduites par les États-Unis et l'Union européenne à l'encontre de la Russie constituent le premier exemple, dans l'histoire moderne, d'une confrontation entre États membres du G20. Celle-ci aura d'énormes conséquences pour l'économie mondiale, notamment parce qu'elle sape la confiance dans les institutions financières internationales et dans les monnaies de réserve du monde.